

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2003 — 1822

[S — C — 2003/03276]

22 AVRIL 2003. — Loi modifiant la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers visant à créer une nouvelle catégorie d'organismes de placement collectif, dénommée *pricaf privée*, et portant des dispositions fiscales diverses (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *La pricaf privée*

Art. 2. A l'article 2 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, le § 1^{er}, remplacé par la loi du 10 mars 1999, est complété par un alinéa 4, rédigé comme suit :

« Pour l'application de l'article 105, alinéa 1^{er}, 1°, *d*), le Roi détermine :

1° ce qu'il y a lieu d'entendre par investisseurs privés;

2° les conditions et les modalités permettant aux investisseurs privés de céder des instruments financiers, émis par l'organisme de placement. »

Art. 3. A l'article 105 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er}, 1°, remplacé par la loi du 12 décembre 1996 et modifié par la loi du 10 mars 1999, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° les organismes belges énumérés ci-dessous, dont l'objet est le placement collectif de moyens financiers :

a) les organismes de placement qui recueillent leurs moyens financiers auprès du public, en Belgique ou à l'étranger, et qui appartiennent à l'une des catégories visées à l'article 108, alinéa 1^{er}, 1° ou 2°; ou

b) les organismes de placement qui recueillent leurs moyens financiers au moins en partie auprès du public, en Belgique ou à l'étranger, et qui appartiennent à la catégorie visée à l'article 108, alinéa 1^{er}, 3°, ou

c) les organismes de placement qui recueillent leurs moyens financiers, en Belgique ou à l'étranger, exclusivement auprès d'investisseurs institutionnels ou professionnels agissant pour leur propre compte, dont les titres ne peuvent être acquis que par ces investisseurs et qui appartiennent à la catégorie visée à l'article 108, alinéa 1^{er}, 3°, ou

d) les organismes de placement qui recueillent leurs moyens financiers, en Belgique ou à l'étranger, exclusivement auprès d'investisseurs privés agissant pour leur propre compte, dont les titres ne peuvent être acquis que par ces investisseurs ou par d'autres investisseurs dans les circonstances précisées par le Roi, et qui appartiennent à la catégorie visée à l'article 108, alinéa 1^{er}, 4°. »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Ils sont dénommés « organismes de placement » pour l'application de la présente loi et ses arrêtés d'exécution. »

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2003 — 1822

[S — C — 2003/03276]

22 APRIL 2003. — Wet tot wijziging van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten met het oog op de inrichting van een nieuwe categorie van instellingen voor collectieve belegging, *private privak genaamd*, en houdende diverse fiscale bepalingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *De private privak*

Art. 2. In artikel 2, van de wet van 4 december 1990 betreffende de financiële transacties en de financiële markten, vervangen bij de wet van 10 maart 1999, wordt aan de eerste paragraaf een vierde lid toegevoegd, dat luidt als volgt :

« Voor de toepassing van artikel 105, eerste lid, 1°, *d*), bepaalt de Koning :

1° wat onder particuliere beleggers moet worden verstaan;

2° onder welke voorwaarden en op welke wijze particuliere beleggers financiële instrumenten, uitgegeven door de beleggingsinstelling, kunnen overdragen. »

Art. 3. In artikel 105, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, 1°, vervangen bij de wet 12 december 1996 en gewijzigd bij de wet van 10 maart 1999, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° de hierna opgesomde Belgische instellingen met als doel de collectieve belegging van financieringsmiddelen :

a) de beleggingsinstellingen die hun financieringsmiddelen in België of in het buitenland uit het publiek aantrekken en die behoren tot de categorieën bepaald in artikel 108, eerste lid, 1° of 2°; of

b) de beleggingsinstellingen die hun financieringsmiddelen in België of in het buitenland ten minste gedeeltelijk uit het publiek aantrekken en die behoren tot de categorie bepaald in artikel 108, eerste lid, 3°, of

c) de beleggingsinstellingen die hun financieringsmiddelen in België of in het buitenland uitsluitend aantrekken bij institutionele of professionele beleggers die voor eigen rekening handelen, waarvan de effecten uitsluitend door deze beleggers kunnen worden verworven en die behoren tot de categorie bepaald in artikel 108, eerste lid, 3°, of

d) de beleggingsinstellingen die hun financieringsmiddelen in België of in het buitenland uitsluitend aantrekken bij particuliere beleggers die voor eigen rekening handelen, waarvan de effecten uitsluitend kunnen worden verworven door deze beleggers dan wel door andere beleggers in de door de Koning bepaalde omstandigheden, en die behoren tot de categorie bepaald in artikel 108, eerste lid, 4°. »;

2° het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Zij worden voor de toepassing van deze wet en de ter uitvoering ervan genomen besluiten « beleggingsinstellingen » genoemd. »

Art. 4. A l'article 108, alinéa 1^{er}, de la même loi, remplacé par loi du 5 août 1992 et modifié par la loi du 12 décembre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° le mot « trois » est remplacé par le mot « quatre »;

2° il est complété par un 4°, libellé comme suit :

« 4° les organismes de placement à nombre fixe de parts, qui revêtent la forme statutaire, constitués pour une durée déterminée et dont l'objet exclusif est le placement collectif dans des instruments financiers autorisés émis par des sociétés non cotées. »

Art. 5. Au Livre III, titre I^{er}, chapitre Ier, de la même loi, une « Section 5. — De la pricaf privée » et les articles 119*decies* et 119*undecies*, libellés comme suit, sont insérés :

« Art. 119*decies*. Par société d'investissement à capital fixe, au sens de l'article 108, alinéa 1^{er}, 4°, dénommée « pricaf privée », on entend la société d'investissement constituée en société en commandite simple, en société en commandite par actions ou en société anonyme, pour une durée maximale de 12 ans et qui est inscrite sur la liste des pricaf privées visée à l'article 136*ter*, § 2.

Dès sa constitution, elle ne peut exercer d'autres activités que celles décrites à l'article 105, alinéa 1^{er}, 1°, *d*), et elle ne peut posséder d'autres actifs que ceux nécessaires à la réalisation de son objet.

Lorsqu'elle est constituée en société anonyme, la gestion journalière est déléguée à une seule société de gestion qui n'est pas administrateur. Lorsqu'elle est constituée en société en commandite simple ou en société en commandite par actions, cette société de gestion est le seul associé commandité. Le Roi détermine ce qu'il faut entendre par société de gestion.

Art. 119*undecies*. § 1^{er}. La pricaf privée est soumise au Code des sociétés, s'il n'y est pas dérogé par le présent livre et ses arrêtés d'exécution.

§ 2. Par dérogation à l'article 78, du Code des sociétés, la raison sociale de la pricaf privée ainsi que tous les documents qui en émanent, doivent contenir les mots « pricaf privée de droit belge » ou ces mots doivent suivre immédiatement le nom de la société.

§ 3. Par dérogation à l'article 93, alinéa 2, du Code des sociétés, la pricaf privée doit dans tous les cas établir des comptes annuels selon les règles établies par le Roi en vertu de l'article 92, § 1^{er}, de ce code.

§ 4. Par dérogation à l'article 97 du Code des sociétés, la pricaf privée doit dans tous les cas déposer ses comptes annuels auprès de la Banque nationale de Belgique, selon les modalités découlant des articles 98 et suivants de ce code.

§ 5. Par dérogation à l'article 141, 1° et 2°, du Code des sociétés, la pricaf privée doit dans tous les cas confier le contrôle de ses comptes annuels à un ou plusieurs commissaires, comme il découle de l'application de l'article 142, de ce code. Par dérogation à l'article 144, alinéa 1^{er}, 6°, de ce code, ce (s) commissaire (s) ayant eu connaissance d'infractions aux dispositions statutaires relatives au statut en tant qu'organisme de placement, ne peut (peuvent) en aucun cas omettre du rapport la mention de ces infractions qui doit en outre être circonstanciée et indiquer les dispositions enfreintes. Dans les cas fixés par le Roi, le (les) commissaire (s) envoie (nt) une copie certifiée conforme du rapport à la Commission bancaire et financière.

§ 6. Par dérogation aux articles 184, alinéa 1^{er}, 187 et 193, du Code des sociétés, le mode de liquidation et de désignation du (des) liquidateur (s) est dans tous les cas fixé statutairement, la société d'investissement ne peut plus effectuer de nouveaux investissements dans des sociétés non cotées après le procès-verbal de mise en liquidation et, dans tous les cas, des comptes annuels doivent être établis durant la liquidation selon les règles établies par le Roi conformément à l'article 92, § 1^{er}, de ce code. »

Art. 4. In artikel 108, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 5 augustus 1992 en gewijzigd bij de wet van 12 december 1996, worden in het eerste lid de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « drie » wordt vervangen door het woord « vier »;

2° het lid wordt aangevuld met een 4°, luidende :

« 4° de beleggingsinstellingen met een vast aantal rechten van deelneming die zijn geregeld bij statuten, opgericht voor een bepaalde duur en met als uitsluitend doel de collectieve belegging in toegelaten financiële instrumenten uitgegeven door niet-genoteerde vennootschappen. »

Art. 5. In boek III, titel I, hoofdstuk I, van dezelfde wet, worden een « Afdeling V. — De private privak » alsmede de artikelen 119*decies* en 119*undecies* ingevoegd, luidende :

« Art. 119*decies*. Onder beleggingsvennootschap met vast kapitaal zoals bedoeld in artikel 108, eerste lid, 4°, « private privak » genaamd, wordt verstaan, de beleggingsinstelling die is opgericht als gewone commanditaire vennootschap, als commanditaire vennootschap op aandelen of als naamloze vennootschap, voor een maximale duur van 12 jaar en die is ingeschreven op de lijst van de private privaks bedoeld in artikel 136*ter*, § 2.

Zij mag van bij haar oprichting geen andere werkzaamheden verrichten dan omschreven in artikel 105, eerste lid, 1°, *d*), en zij mag geen andere activa bezitten dan die welke noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van haar doel.

Wanneer zij is opgericht als naamloze vennootschap, wordt het dagelijks bestuur van de vennootschap opgedragen aan één beheersvennootschap die geen bestuurder is. Wanneer zij is opgericht als gewone commanditaire vennootschap of als commanditaire vennootschap op aandelen is deze beheersvennootschap de enige beherende vennoot. De Koning bepaalt wat onder beheersvennootschap moet worden verstaan.

Art. 119*undecies*. § 1. De private privak is onderworpen aan het Wetboek van vennootschappen voorzover daarvan niet wordt afgeweken door dit boek en de ter uitvoering ervan genomen besluiten.

§ 2. In afwijking van artikel 78 van het Wetboek van vennootschappen moeten de maatschappelijke naam van de private privak en alle stukken die van haar uitgaan de woorden « private privak naar Belgisch recht » bevatten, of moeten deze woorden de onmiddellijk op de naam volgen.

§ 3. In afwijking van artikel 93, tweede lid, van het Wetboek van vennootschappen moet de private privak in alle gevallen een jaarrekening opstellen volgens de regels die de Koning heeft vastgesteld overeenkomstig artikel 92, § 1, van dat wetboek.

§ 4. In afwijking van artikel 97 van het Wetboek van vennootschappen moet de private privak haar jaarrekening in alle gevallen neerleggen bij de Nationale Bank van België volgens de nadere regels die volgen uit de artikelen 98 en volgende van dat wetboek.

§ 5. In afwijking van artikel 141, 1° en 2°, van het Wetboek van vennootschappen moet de private privak de controle van haar jaarrekening zoals volgt uit de toepassing van artikel 142 van dat wetboek in alle gevallen opdragen aan een of meer commissarissen. In afwijking van artikel 144, eerste lid, 6°, van dat wetboek mag (mogen) deze commissaris (sen) die kennis heeft (hebben) gekregen van overtredingen van de statutaire bepalingen aangaande het statuut als beleggingsinstelling, in geen geval de melding van deze overtredingen, die bovendien omstandig moet zijn en met opgave van de overtreden bepalingen, uit het verslag weglaten. In de gevallen bepaald door de Koning zendt (zenden) de commissaris (sen) een voor eensluidend verklaard afschrift van het verslag aan de Commissie voor het bank- en financiewezen.

§ 6. In afwijking van de artikelen 184, eerste lid, 187 en 193 van het Wetboek van vennootschappen wordt de wijze van vereffeningen van aanstelling van de vereffenaar (s) in alle gevallen statutair bepaald, mag de beleggingsvennootschap geen nieuwe beleggingen meer verrichten in niet-genoteerde vennootschappen na het proces-verbaal van de in vereffeningstelling en moeten in alle gevallen tijdens de vereffening jaarrekeningen worden opgemaakt volgens de regels die de Koning heeft vastgesteld overeenkomstig artikel 92, § 1, van dat wetboek. »

Art. 6. A l'article 122 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « visés à l'article 108, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, » sont insérés entre les mots « Les organismes de placement » et les mots « sont tenus »;

2° un § 1^{er}ter, libellé comme suit, est inséré :

« § 1^{er}ter. Les organismes de placement visés à l'article 108, alinéa 1^{er}, 4°, placent en instruments financiers émis par des sociétés non cotées selon la définition y donnée et selon les conditions et modalités fixées par le Roi. »;

3° le § 2 est complété par les alinéas suivants :

« Les organismes de placement visés au § 1^{er}ter, peuvent toujours, accessoirement ou temporairement :

1° détenir des placements à terme d'une durée maximale de 6 mois ou des liquidités;

2° détenir des titres cotés, pour autant :

a) qu'ils détiennent déjà ces titres au moment de la demande d'inscription à la cote d'une bourse ou autre marché organisé et public de titres;

b) que ces titres aient été acquis par échange de titres non cotés à l'exception de ses propres titres;

3° dans le cadre d'opérations de couverture, négocier des instruments financiers dérivés, cotés ou non, sur des actifs matériels ou financiers sous-jacents, cotés ou non.

Le Roi définit ce qu'il y a lieu d'entendre par « accessoirement ou temporairement. »

Art. 7. Au livre III, titre Ier, chapitre II, de la même loi, dans la section VII, insérée par la loi du 12 décembre 1996, un article 136ter, libellé comme suit, est inséré :

« Art. 136ter. § 1^{er}. A l'exception des articles 122, § 1^{er}ter et § 2, alinéa 3 et 4, 123, alinéa 1^{er} et alinéa 2, 3°, 126 et de la présente disposition, les dispositions du Chapitre II ne s'appliquent pas aux organismes de placement visés à l'article 105, alinéa 1^{er}, 1°, d).

§ 2. Les organismes de placement visés à l'article 119decies sont tenus, avant de commencer leurs activités en qualité de pricaf privée, de se faire inscrire auprès du SPF Finances sur la liste des pricaf privées. Le Roi définit les conditions d'inscription. Chaque document délivré par le SPF Finances pour confirmer cette inscription et chaque document qui réfère à cette inscription en vue de réaliser les opérations de l'organisme de placement doit mentionner que l'inscription ne comporte aucune appréciation de l'opportunité et de la qualité des opérations, ni de la situation de l'organisme de placement.

§ 3. Le SPF Finances met à la disposition du public, sur la base des données qu'il a reçues lors de l'inscription, des informations concernant l'identité des sociétés qui sont inscrites ou radiées de la liste des pricaf privées ainsi que de leur société de gestion. »

Art. 8. A l'article 143 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, modifié par les lois des 5 août 1992, 28 décembre 1992, 16 avril 1997 et 10 mars 1999, les mots « aux articles 114, 118 et 119quinquies » sont remplacés par les mots « aux articles 114, 118, 119quinquies et 119decies »;

2° au § 2, modifié par la loi du 16 avril 1997, les mots « et de l'article 123 de l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992 » sont insérés entre les mots « même Code » et les mots « ne sont pas applicables »;

Art. 6. In artikel 122 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « bedoeld in artikel 108, eerste lid, 1° en 2°, » ingevoegd tussen de woorden « De beleggingsinstellingen » en de woorden « moeten opteren »;

2° een § 1ter wordt ingevoegd, luidende :

« § 1ter. De beleggingsinstellingen bedoeld in artikel 108, eerste lid, 4°, beleggen in financiële instrumenten uitgegeven door niet-genoteerde vennootschappen volgens de definitie daaraan gegeven en volgens de voorwaarden en de nadere regels bepaald door de Koning. »;

3° paragraaf 2 wordt aangevuld met de volgende leden :

« De beleggingsinstellingen bedoeld in § 1 ter, kunnen steeds bijkomend of tijdelijk :

1° termijnbeleggingen van maximaal 6 maanden of liquide middelen houden;

2° genoteerde effecten houden voorzover :

a) zij deze effecten reeds houden op het ogenblik van de aanvraag tot opname in de notering van een beurs of een andere georganiseerde en openbare markt voor effecten;

b) deze effecten worden verkregen door omruiling van niet-genoteerde effecten, met uitzondering van haar eigen effecten;

3° in het kader van indekkingsverrichtingen handelen in al dan niet genoteerde afgeleide financiële instrumenten op al dan niet genoteerde onderliggende materiële of financiële activa.

De Koning bepaalt wat onder « bijkomend of tijdelijk » dient te worden verstaan. »

Art. 7. In boek III, titel I, hoofdstuk II, afdeling VII, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 12 december 1996, wordt een artikel 136ter ingevoegd, luidende :

« Art. 136ter. § 1. Met uitzondering van de artikelen 122, § 1ter en § 2, derde en vierde lid, 123, eerste lid en tweede lid, 3°, 126 en van onderhavige bepaling, zijn de bepalingen van Hoofdstuk II niet van toepassing op de beleggingsinstellingen bedoeld in artikel 105, eerste lid, 1°, d).

§ 2. De beleggingsinstellingen bedoeld in artikel 119decies moeten zich, alvorens zij hun werkzaamheden als private privak aanvatten, bij de FOD Financiën laten inschrijven op de lijst van de private privaks. De Koning bepaalt de inschrijvingsvoorwaarden. Elk document dat ter bevestiging van de inschrijving wordt afgegeven door de FOD Financiën en elk document dat met het oog op de uitvoering van de verrichtingen van de beleggingsinstelling naar de inschrijving verwijst, moet vermelden dat de inschrijving geen beoordeling inhoudt van de opportuniteit en de kwaliteit van de verrichtingen, evenmin als van de positie van de beleggingsinstelling.

§ 3. De FOD Financiën stelt, op basis van de gegevens die zij bij de inschrijving heeft ontvangen, informatie ter beschikking van het publiek betreffende de identiteit van de vennootschappen die zijn ingeschreven op of geschrapt van de lijst van de private privaks alsmede van hun beheersvennootschap. »

Art. 8. In artikel 143, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, gewijzigd bij de wetten van 5 augustus 1992, 28 december 1992, 16 april 1997 en 10 maart 1999, worden de woorden « in artikel 114, 118 en 119quinquies » vervangen door de woorden « in artikel 114, 118, 119quinquies en 119decies »;

2° in § 2, gewijzigd bij de wet van 16 april 1997, worden de woorden « en van artikel 123 van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 » ingevoegd tussen de woorden « hetzelfde Wetboek » en « niet van toepassing »;

3° le § 4, inséré par la loi du 16 avril 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Pour l'application de l'article 192, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992, la condition attachée aux revenus éventuels des actions ou parts de sociétés d'investissement visées à l'article 119*decies*, est censée remplie lorsque ces sociétés placent la totalité de leurs actifs en :

1° actions ou parts dont les revenus éventuels sont susceptibles d'être déduits intégralement des bénéfices en vertu des articles 202, § 1^{er}, et 203 du Code précité; ou

2° actions ou parts de sociétés d'investissement visées à l'article 119*decies*; ou

3° placements accessoires ou temporaires visés à l'article 122, § 2, alinéa 3, 1°, pour autant que, par jour calendrier, ces placements ne dépassent pas 10 % du total du bilan, au premier jour de la période imposable, établi en application des règles comptables de droit commun, majoré ou diminué des augmentations ou diminutions du capital libéré, des plus-values ou moins-values réalisées ou des dividendes payés et comptabilisés jusqu'à ce jour, et ceci pendant une période qui, par période imposable, est au moins égale à cette période imposable diminuée de six mois. »;

4° le § 5, inséré par la loi du 16 avril 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« § 5. Les §§ 1^{er} et 2 ne sont pas applicables pour la période imposable au cours de laquelle une société d'investissement visée à l'article 119*decies* ne respecte pas les dispositions suivantes :

1° la disposition visée au § 4;

2° une ou plusieurs règles statutaires découlant du caractère spécifique de cette société en tant qu'organisme de placement.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, les réserves constituées précédemment sous le régime visé aux §§ 1^{er} et 2, sont considérées comme :

1° des réserves taxées dans la mesure où la société d'investissement établit qu'elles proviennent de plus-values réalisées ou de dividendes perçus de placements visés au § 4, 1° et 2°;

2° des réserves exonérées pour le solde et dans la mesure où le montant de ces réserves est porté et maintenu à un ou plusieurs comptes distincts du passif et où il ne sert pas de base au calcul de la dotation annuelle de la réserve légale ou des rémunérations ou attributions quelconques;

3° des bénéfices obtenus au cours de cette période imposable dans l'éventualité et dans la mesure où les conditions du 2°, cessent d'être respectées.

Les réserves visées à l'alinéa 2, 2°, sont en outre considérées comme un bénéfice obtenu au cours de la période imposable dans laquelle les sociétés visées à l'article 119*decies* sont radiées de la liste des *pricaf* privées visée à l'article 136*ter*, § 2, sans préjudice de l'application de l'article 210, § 1^{er}, 5°, du Code des impôts sur les revenus 1992.

Le SPF Finances peut radier la société de la liste des *pricaf* privées visée à l'article 136*ter*, § 2, dans les cas fixés par le Roi ou en cas d'infraction à des règles statutaires fixées par le Roi. La radiation implique que la société n'est plus considérée comme une société d'investissement pour l'application de l'article 2, 5°, *f*), du Code des impôts sur les revenus 1992. Le SPF Finances fait part de la radiation par une lettre recommandée adressée au siège de la société. Un recours est ouvert contre une décision de radiation selon la procédure de droit commun en matière administrative.

Les infractions visées à ce paragraphe peuvent être établies par tous les moyens de preuve visés à l'article 340 du Code des impôts sur les revenus 1992. »;

5° un § 6, libellé comme suit, est inséré :

« § 6. Le seuil de 90 % de l'article 203, § 2, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992, pour l'octroi du régime des revenus définitivement taxés aux dividendes provenant de sociétés à capital fixe agréées par la Commission bancaire et financière pour l'investissement en actions non cotées, est censé atteint lorsque ces sociétés d'investissement ont distribué le produit net en application de l'article 57 de l'arrêté royal du 18 avril 1997 relatif aux organismes de placement investissant dans des sociétés non cotées et dans des sociétés en croissance et pour autant qu'elles y soient tenues en application de cet article. »;

3° paragraphe 4, ajouté par la loi du 16 avril 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Voor de toepassing van artikel 192, § 1, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wordt de voorwaarde verbonden aan de eventuele inkomsten van aandelen van in artikel 119*decies* bedoelde beleggingsvennootschappen geacht vervuld te zijn wanneer deze het geheel van hun activa beleggen in :

1° aandelen waarvan de eventuele inkomsten in aanmerking komen om krachtens de artikelen 202, § 1, en 203 van het voormelde Wetboek integraal van de winst te worden afgetrokken; of

2° aandelen van in artikel 119*decies* bedoelde beleggingsvennootschappen; of

3° bijkomende of tijdelijke beleggingen bedoeld in artikel 122, § 2, derde lid, 1°, voorzover deze beleggingen per kalenderdag niet meer dan 10 % overschrijden van het balanstotaal op de eerste dag van het belastbaar tijdperk, zoals blijkt uit de toepassing van de gemeenschappelijke boekhoudregels, vermeerderd of verminderd met de tot die kalenderdag geboekte toenames of afnamen van gestort kapitaal, gerealiseerde meerwaarden of minderwaarden of uitgekeerde dividenden, en dit voor een periode die, per belastbaar tijdperk, ten minste gelijk is aan dat belastbaar tijdperk verminderd met zes maanden. »;

4° paragraphe 5, ajouté par la loi du 16 avril 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« § 5. De §§ 1 en 2 zijn niet van toepassing voor het belastbaar tijdperk waarin een beleggingsvennootschap bedoeld in artikel 119*decies* de volgende bepalingen niet naleeft :

1° de in § 4 bedoelde bepaling;

2° een of meer statutaire regels die volgen uit het specifiek karakter van deze vennootschap als beleggingsinstelling.

Voor de toepassing van het eerste lid worden de onder het regime bedoeld in de §§ 1 en 2 voordien gevormde reserves beschouwd als :

1° belaste reserves in de mate dat de vennootschap bewijst dat zij voortkomen van gerealiseerde meerwaarden of ontvangen dividenden van beleggingen bedoeld in § 4, 1° en 2°;

2° vrijgestelde reserves voor het saldo en in zover het bedrag van die reserves op een of meer afzonderlijke rekeningen van het passief geboekt is en blijft en niet tot grondslag dient voor de berekening van de jaarlijkse dotatie aan de wettelijke reserve of van enige beloning of toekenning;

3° winst van dat belastbare tijdperk indien en in zover de voorwaarden van het 2°, niet langer worden nageleefd.

De reserves bedoeld in het tweede lid, 2°, worden bovendien beschouwd als winst van het belastbaar tijdperk waarin de vennootschappen bedoeld in artikel 119*decies* worden geschrapt van de lijst van de private privaks bedoeld in artikel 136*ter*, § 2, onverminderd de toepassing van artikel 210, § 1, 5°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

De FOD Financiën kan de vennootschap schrappen van de lijst van de private privaks bedoeld in artikel 136*ter*, § 2, in de gevallen bepaald door de Koning of in geval van overtreding van statutaire regels bepaald door de Koning. De schrapping impliceert dat de vennootschap niet langer beschouwd wordt als een beleggingsvennootschap voor de toepassing van artikel 2, 5°, *f*), van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992. De FOD Financiën deelt de schrapping mee door middel van een aangetekende brief geadresseerd aan de zetel van de vennootschap. Een beroep tegen een beslissing tot schrapping is mogelijk volgens de gemeenschappelijke procedure van beroep in administratieve zaken.

De overtredingen bedoeld in deze paragraaf kunnen vastgesteld worden met alle bewijsmiddelen bedoeld in artikel 340 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992. »;

5° een § 6 wordt ingevoegd, luidende :

« § 6. Wat de toekenning betreft van het regime van de definitief belaste inkomsten aan dividenden afkomstig van door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen erkende vennootschappen met vast kapitaal voor belegging in niet-genoteerde aandelen, wordt de 90 % drempel van artikel 203, § 2, lid 2, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, geacht vervuld te zijn wanneer die beleggingsvennootschappen de netto-opbrengst hebben uitgekeerd met toepassing van artikel 57 van het koninklijk besluit van 18 april 1997 met betrekking tot de instellingen voor belegging in niet-genoteerde vennootschappen en in groeibedrijven en voorzover zij daartoe met toepassing van dit artikel verplicht waren. »;

6° un § 7, libellé comme suit, est inséré :

« § 7. L'article 203, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, du Code des impôts sur les revenus 1992, ne s'applique pas aux dividendes distribués par des sociétés d'investissement visées à l'article 119*decies*, pour autant et dans la mesure où les revenus proviennent de plus-values réalisées sur des placements visés au § 4, 1° et 2° ou de dividendes provenant de ces placements. »;

7° un § 8, libellé comme suit, est inséré :

« § 8. Pour l'application des §§ 4 et 7, des sociétés d'investissement qui, dans un Etat membre de l'Union européenne, répondent aux caractéristiques d'un organisme de placement au sens de l'article 108, alinéa 1^{er}, 4°, et dont les instruments financiers sont détenus de manière privée conformément aux dispositions analogues de cet Etat membre en ce qui concerne l'appel public à l'épargne, sont assimilées aux sociétés d'investissement visées à l'article 119*decies*. »

Art. 9. A l'article 150, § 2, alinéa 1^{er}, de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au 3°, modifié par la loi du 12 décembre 1996, les mots « 136*bis*, § 2 » sont remplacés par les mots « 136*bis*, § 2, 136*ter*, § 2 »;

2° un 4°, libellé comme suit, est inséré :

« 4° ceux qui ont réalisé des cessions d'instruments financiers émis par des organismes de placement en méconnaissance des dispositions de ce livre ou de ses arrêtés d'exécution. »

CHAPITRE III. — Dispositions diverses

Art. 10. A l'article 211, du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi du 6 août 1993, le § 1^{er}, alinéa 3, inséré par la loi du 21 décembre 1994 et remplacé par la loi du 16 avril 1997, est complété par les mots « ou qui est inscrite auprès du SPF Finances sur la liste des *pricaf* privées. »

Art. 11. A l'article 122, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, remplacé par la loi du 14 avril 1965, les mots « et 119*quinquies* » sont remplacés par les mots « , 119*quinquies* et 119*decies* » à l'alinéa 1^{er}, 4°, inséré par la loi du 4 décembre 1990 et modifié par la loi du 28 décembre 1992.

Art. 12. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur en même temps que celles de l'arrêté royal pris en exécution de cette loi. Cet arrêté royal doit être pris avant le 15 mai 2003.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Chambre des représentants.

Documents. — Proposition de loi, 50-2349 - N° 1. — Résumé, Développements, Proposition de loi, Texte coordonné, 50-2349 - N° 2. — Rapport, 50-2349 - N° 3. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 50-2349.

Sénat.

Documents. — Projet évoqué par le Sénat, 2-1587 - N° 1. — Evocation, 2-1587 - N° 2. - Rapport, 2-1587 - N° 3. — Amendements déposés après l'approbation du rapport, 2-1587 - N° 4. — Vote sur l'ensemble : ne varietur, 2-1587.

6° een § 7 wordt ingevoegd, luidende :

« § 7. Artikel 203, § 1, eerste lid, 2°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 is niet van toepassing op dividenden verdeeld door beleggingsvennootschappen als bedoeld in artikel 119*decies*, voorzover en in de mate dat de inkomsten voortkomen van gerealiseerde meerwaarden op beleggingen bedoeld in § 4, 1° en 2° of dividenden voortkomende van die beleggingen. »;

7° een § 8 wordt ingevoegd, luidende :

« § 8. Voor de toepassing van de §§ 4 en 7 worden beleggingsvennootschappen die in een lidstaat van de Europese Unie beantwoorden aan de kenmerken van een beleggingsinstelling zoals bedoeld in artikel 108, eerste lid, 4°, en waarvan de financiële instrumenten volgens de in die lidstaat overeenkomstige bepalingen met betrekking tot het openbaar beroep op het spaarwezen privaat worden aangehouden, gelijkgesteld met de beleggingsvennootschappen bedoeld in artikel 119*decies*. ».

Art. 9. In artikel 150, § 2, eerste lid, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 3°, gewijzigd bij de wet van 12 december 1996, worden de woorden « 136*bis*, § 2 » vervangen door de woorden « 136*bis*, § 2, 136*ter*, § 2 »;

2° een 4° wordt ingevoegd, luidende :

4° zij die overdrachten van financiële instrumenten uitgegeven door beleggingsinstellingen hebben bewerkstelligd en hierbij de bepalingen van dit boek of de ter uitvoering ervan genomen besluiten, hebben miskend. »

HOOFDSTUK III. — Diverse bepalingen

Art. 10. In artikel 211, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij de wet van 6 augustus 1993, wordt de eerste paragraaf, derde lid, ingevoegd bij de wet van 21 december 1994 en vervangen bij de wet van 16 april 1997, aangevuld met de woorden « of een bij de FOD Financiën op de lijst van de private privaks ingeschreven vennootschap. »

Art. 11. In artikel 122, van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten, vervangen bij de wet van 14 april 1965, worden in het eerste lid, 4°, toegevoegd bij de wet van 4 december 1990 en gewijzigd bij de wet van 28 december 1992, de woorden « en 119*quinquies* » vervangen door de woorden « , 119*quinquies* en 119*decies* ».

Art. 12. De bepalingen van deze wet treden in werking op dezelfde datum als die van het koninklijk besluit dat er uitvoering zal aan geven. Dat koninklijk besluit moet worden genomen vóór 15 mei 2003.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met é Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 april 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken. — Wetsvoorstel, 50-2349 - Nr. 1. — Samenvatting, Toelichting, Wetsvoorstel, Gecoördineerde tekst, 50-2349 - Nr. 2. — Verslag, 50-2349 - Nr. 3. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden naar de Senaat, 50-2349.

Senaat.

Stukken. — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, 2-1587 - Nr. 1. — Evocatie, 2-1587 - Nr. 2. — Verslag, 2-1587 - Nr. 3. — Amendementen ingediend na de goedkeuring van het Verslag, 2-1587 - Nr. 4. - Stemming over het geheel : ne varietur, 2-1587.